

« Il faut une collaboration entre les bureaux d'intégration »

ASILE L'échevin Vanhalewyn veut travailler avec les néerlandophones

► Pour Vincent Vanhalewyn (Ecolo), il faut dépasser les frontières linguistiques pour les bureaux d'intégration.
► Sur le terrain, « il y a urgence ».

ENTRETIEN

Vincent Vanhalewyn est premier échevin Ecolo à la commune de Schaerbeek. Il est aussi le président de l'ASBL Via, qui ouvrira, d'ici la fin de l'année, un des deux bureaux d'intégration pour les primo-arrivants (dites : « bapa ») financés par la Région bruxelloise (budget total : 3 millions d'euros). Avec le bureau de la Ville de Bruxelles, la mission de ce bapa sera d'accompagner les réfugiés reconnus dans leurs démarches (trouver des cours de français, apprendre les droits et devoirs...). L'échevin livre au *Soir* les détails de ce projet vital et lance un message clair : la coordination sera essentielle.

Où en est-on dans l'avancement du projet de Bapa ?

Nous allons ouvrir un Bapa avec deux antennes, l'une à Molenbeek, l'autre à Schaerbeek, deux communes emblématiques de par leur population sur le sujet. Nous sommes en train de négocier les endroits : le premier devrait s'installer boulevard Léopold II, 170, le second rue Kessels, 14. Les bureaux devraient ouvrir leurs portes fin décembre-début janvier.

Ils emploieront à deux 25 personnes (dont 3/4 de travailleurs sociaux).

Une bonne chose ?

En Région bruxelloise, depuis 10 ans, il y a tout un tas de dispositifs, – que ce soit dans l'associatif, le communal ou le paracommunal – qui font de l'accueil de primo-arrivants. Ils croulent sous les demandes, les refusent par centaines. On n'a pas assez de moyens. Si j'ai posé la candidature de Schaerbeek, ce n'est pas parce qu'il y a un problème de volonté d'intégration des personnes, mais car il y a un souci d'offre publique insuffisante.

Il y a déjà un bureau d'intégration à Bruxelles, organisé par la communauté flamande, Bon. Quid de la coordination ?

Il fait un parcours assez similaire à ce qu'on va proposer dans le futur. On ne peut pas faire comme s'il n'existait pas ! C'est mon vœu le plus cher de travailler avec eux. Il faut coordonner les énergies. Ça ne veut pas dire pour autant qu'il faut fusionner, on ne va pas relancer un débat institutionnel. Dépassons les frontières communales, linguistiques, public-associatif et travaillons ensemble à une offre coordonnée. Je lance aux pouvoirs régionaux et à Bon un appel clair : nous sommes dans le même bain, travaillons ensemble. Nous sommes face à un travail titanique.

Néerlandophones et francophones devront se mettre d'accord sur le caractère obligatoire du parcours d'intégration.

Je sais qu'il existe un débat sur le caractère obligatoire ou non du parcours. Mais pour moi, ce n'est pas le débat du jour. La réalité de terrain, c'est que la demande est grande et que l'offre ne suffit pas. S'il y a une obligation, cela veut dire qu'il faut une obligation de moyens. L'urgent, c'est d'augmenter l'offre, ce que la Cocof fait. Mais ça ne suffira pas, et quand je dis ça, ce n'est pas une critique. Notre responsabilité est de travailler sans tabou avec tout le monde. Il y a moyen, dès maintenant, de faire de la concertation entre néerlandophones et francophones, sans passer par l'institutionnel. Avançons, entre opérateurs de terrain.

Comment fonctionne un bapa, concrètement ?

La personne se présente au bureau de son choix pour un bilan général. On peut alors l'orienter vers des cours de français et un module de 10 heures sur les droits et devoirs. Chaque personne va être accompagnée par une personne référente unique. C'est une différence par rapport à la situation actuelle (le primo-arrivant se rend dans les différentes structures par lui-même). Ce sera un accompagnement-soutien, pas garderie. ■

Propos recueillis par
ANN-CHARLOTTE BERSIPONT